

Résidences secondaires : le retour à la sagesse

Dimanche Ouest-France demain et Ouest-France lundi feront un état des lieux du marché des résidences secondaires sur tout le littoral de l'Ouest.



Le marché de la résidence secondaire, sur l'ensemble du littoral du grand Ouest, est revenu à des prix beaucoup plus sages. Les notaires dévoilent leurs derniers chiffres connus, arrêtés juste au 30 juin.

Dimanche Ouest-France donnera le détail des prix des maisons du littoral grand Ouest, commune par commune, avec les compromis de vente arrêtés au 30 juin, grâce aux conseils régionaux des notaires. Ouest-France poursuivra ensuite cet effort, lundi, avec la carte détaillée des prix des appartements et terrains, sur le même littoral.

Un redémarrage plus timide

En 2007 et surtout 2008, comme tous les autres secteurs de l'immobilier, le littoral a été submergé par la crise. « La différence, c'est que, depuis, la reprise s'avère timide et très lente sur l'ensemble de ce littoral du grand Ouest », pointe M^e Christophe Villin (photo), notaire à Dinan et porte-parole du conseil régional des notaires de la Cour d'appel de Rennes. Ce littoral grand Ouest a davantage subi ce revers, son marché redémarre moins vite que dans d'autres régions.

Retour aux prix de 2006

Pour la moyenne nationale, les prix de 2011 en sont globalement revenus, tous types de biens confondus, à ceux de 2007. Mais, en Bretagne, « ils en sont équivalents à ceux de 2006 ». Et, pour l'ensemble du littoral Ouest, « à ceux de 2005 »... soit un retour de six ans en arrière ! Proprement effacées, ces hausses constantes et galopantes de la décennie précédente. Qui faisaient même qu'entre la signature du compromis et la vente



Une maison de vacances sur la côte Ouest, proche de la mer (ici, au Pouliguen), s'affichait avant la crise « autour de 250 000 € ». Son prix, aujourd'hui, se négocie « autour de 200 000 € ». Avec, « de notables exceptions », explique M^e Christophe Villin.

définitive, en un peu plus de trois mois, l'acquéreur « pouvait parfois réaliser une solide plus-value »... Depuis ce retour à une réalité plus sage, les prix restent « stables », voire sont encore « à la baisse ». Quant au volume des ventes, elles repartent, mais « timidement ».

Une clientèle familiale

Ces résidences secondaires du littoral du grand Ouest sont de type « très traditionnel » : surtout des maisons, pour une clientèle familiale, au budget assez moyen. Globalement, cette maison de vacances de la côte Ouest, proche de la mer, s'affichait avant la crise « autour de 250 000 € ».

Son prix, aujourd'hui, se négocie « autour de 200 000 € ». Avec, bien sûr, ici ou là, comme à Deauville ou La Baule, « de notables exceptions », avec des prix très supérieurs à la moyenne. Mais ces exceptions restent rares : « Notre marché du grand Ouest n'est pas celui de la côte Sud ! »

Un marché fragile

Cette crise de l'immobilier a percuté « plus directement » le profil type de cette clientèle familiale de l'Ouest, Car, souligne Christophe Villin, ce sont, bien sûr, « les budgets moyens qui ont davantage subi les effets de la crise... beaucoup moins que

les plus gros patrimoines ». Pour conclure, Christophe Villin se veut rassurant. Solide, ce marché ne s'est pas « écroulé », il reste « à l'équilibre ». Même s'il est « fragile », surtout avec le retour à la hausse des taux d'intérêt.

Christophe VIOLETTE.

Vous vendez votre appartement ? Vous cherchez un nouveau logement ? Connectez-vous sur www.ouestfrance-immo.com, le site internet de petites annonces immobilières et laissez-vous guider pour mieux vendre, acheter ou louer.

Deux braquages en 4 jours à 90 et 20 €

La ville de Fontenay a été secouée par deux attaques à main armée commises cette semaine. Pour des butins dérisoires.

Hier matin, à Fontenay, le buraliste du Balto ouvre son bar-tabac-pressé à 6 h comme tous les jours. Il sert un premier client. Dix minutes plus tard, deux hommes cagoulés font irruption par l'une des deux portes d'entrée. « L'un des deux tenait un revolver, je ne sais pas si c'était un vrai, raconte Philippe Pé. Au départ, je croyais que c'était une plaisanterie. Un seul parlait. Il m'a réclamé de façon plus insistante la caisse. »

Ne voulant prendre aucun risque, le commerçant, installé depuis neuf ans, lance alors son tiroir-caisse en direction des deux braqueurs, lesquels ramassent aussitôt les billets tombés au sol et prennent la fuite à pied. Le butin est de 90 €.

C'est le second braquage du même type en quatre jours dans un commerce de la ville. Mardi, peu avant 20 h 30, un homme cagoulé et armé avait braqué, pour 20 €, une boulangerie qui fermait ses portes. Au même moment se tenait en mairie une réunion avec le maire, des commerçants et la gendarmerie, sur le thème de la sécurité.

« Inquiétude »

Depuis quelques mois, de nombreuses dégradations ont en effet été commises en ville : poubelles brûlées, car caillassé, caissière aspergée de gaz lacrymogène, vol avec violence dans un magasin, braquage au couteau d'un bureau de tabac, cambriolage d'une bijouterie. Et, il y a quelques jours, la fontaine des Quatre-Tias, l'un des fleurons de



Philippe Pé devant son commerce, braqué hier matin.

la ville d'art et d'histoire, a été vandalisée.

Pour le président des commerçants, Didier Lataste, « il y a beaucoup d'inquiétude dans les commerces, la peur est de plus en plus sensible. » Ce qui confirme de nombreux commerçants.

Le maire et conseiller régional socialiste, hostile à la vidéosurveillance, a demandé dès le mois de mars des gendarmes supplémentaires au ministère de l'Intérieur. « Je n'ai toujours pas de réponse, s'impatiente Hugues Fourage. Mais nous allons recruter un second policier municipal et aménager un local de police. Nous pallions les insuffisances de l'État. »

Sophie CAPELLE.

Une responsable CGT devant la justice

Nouvel épisode du conflit Vendredi Media, à Cholet, avec des poursuites en diffamation. Le syndicat mobilise.

« Si je suis poursuivie, c'est vraiment une justice de classe ! », s'enflamme déjà Dominique Feuvrais, secrétaire générale de la CGT-FAPT de Maine-et-Loire. Elle est convoquée, mercredi après-midi, par un juge d'instruction, au tribunal de grande instance d'Angers. « On me reproche des propos diffamatoires et injurieux alors qu'il ne s'agit que de propos syndicaux et de salariés en colère ! »

Retour en arrière. L'affaire démarre avec le conflit de Vendredi Media, une entreprise de distribution de publicité et de journaux gratuits, à Cholet, en Maine-et-Loire. 17 salariés sur 34 font grève durant 140 jours. Ils finissent par être licenciés. Des actions sont en cours devant les prud'hommes. De nombreuses manifestations ont lieu, avec tracts, dans les rues de Cholet.

La direction de Vendredi Media porte plainte. Les grévistes ainsi que Dominique Feuvrais sont entendus par la police judiciaire, ce printemps. « J'avais dit que j'en prenais l'entière responsabilité. Là, au moins, j'ai été entendue ! Mais il s'agit de faits syndicaux. Ces accusations me semblent ridicules et j'espère



Dominique Feuvrais, secrétaire générale de la CGT-FAPT de Maine-et-Loire : « On me reproche des propos inscrits sur des pancartes et des tracts. »

bien que la procédure en restera là. »

La CGT appelle à un rassemblement, mercredi, dès 14 h, devant le tribunal de grande instance d'Angers, pour dire « non à la criminalisation de l'action syndicale ».

Jean-Michel HANSEN.

Il avait dû enterrer les restes de son collègue

En 1997, un cheminot angevin avait dû enfouir un sac contenant des morceaux du corps. Depuis, cet homme a sombré dans la dépression. Avant de pouvoir se confier. Il va saisir les prud'hommes.

Témoignage

« C'était en 1997. Un vendredi soir. L'un de mes chefs s'était fait renverser par un TGV près d'Angers. Le corps a été restitué à son épouse. Le lundi matin, elle a demandé au service d'entretien des voies (dont je faisais partie) de retourner sur les lieux pour tenter de retrouver la chaîne et la médaille de son mari. On les a récupérées... »

Terrible, il y avait aussi plusieurs morceaux du corps restés là. Mon chef d'équipe a voulu qu'on les ramasse. J'ai refusé. Il aurait fallu appeler des secours... Peut-être qu'il ne voulait pas bloquer la ligne pendant une heure... L'après-midi, il m'a donné un sac-poubelle avec plusieurs kilos de tous ces lambeaux. Il m'a dit : « Tu prends une pelle et



Pascal, 44 ans, avec son avocat segréen, M^e Mickaël Boulay.

tu les enterras derrière dans le terrain vague. Bien profond pour qu'un chien ne les déterre pas. » Le soir, devant ma femme, j'ai craqué. J'avais honte. Je culpabilisais, je voulais que ce sac s'enlève de ma vue.

À partir de ce moment-là, je suis parti en vrille. Arrêt de travail sur arrêt de travail. Dépression. J'en

ai parlé à l'un de mes chefs, à un médecin du travail aussi, mais ils m'ont dit de garder ça pour moi, de ne pas en parler. Jusqu'au jour où un autre médecin du travail, à qui j'avais réussi à me confier, a alerté mon directeur d'établissement de l'époque. Un type génial mais qui, un mois plus tard, a été remplacé par un autre qui n'avait que faire de mes problèmes.

En 2008, j'ai tenté de me suicider. J'ai été hospitalisé. Un avocat de Segré, M^e Boulay, m'a aidé. On a porté plainte pour inhumation sauvage. Bien que les faits fussent prescrits, le parquet a ordonné une enquête. Pour retrouver les restes du corps et les redonner à la veuve. Les fouilles n'ont rien donné. Mais le chef d'équipe a avoué. Et la veuve, sollicitée également au cours de

l'enquête, a dit ne pas m'en vouloir. Un soulagement.

Mercredi, je saisis le conseil de prud'hommes de Paris pour manquement à l'obligation de loyauté dans le cadre des obligations contractuelles. Je n'attends pas des dommages et intérêts de la direction de la SNCF. Mais qu'elle reconnaisse sa responsabilité. >>>

Recueilli par
Jean-François MARTIN.

« Sur un sujet aussi délicat, affirme la direction de la SNCF, nous pensons particulièrement à la famille de la victime. Nous croyons opportun que les sources soient recoupées. L'entreprise va tenter d'obtenir des informations sur ces faits relativement anciens qui risquent de choquer. »

Pays de la Loire en bref

Une femme frappée d'un coup de couteau au Mans

La scène s'est passée dans un immeuble de la rue Nationale, au Mans, hier matin. Une femme résidant dans l'immeuble a été frappée d'un coup de couteau à la gorge. Hospitalisée, ses jours ne sont pas

en danger. Les policiers ont interpellé dans la journée un homme, lui aussi résidant de l'immeuble. Ses liens avec la victime n'étaient pas connus hier soir. Il a été placé en garde à vue.

Nantes-La Rochelle : le train continue à siffler

Thierry Mariani annonce la bonne nouvelle et la Région paie... La communication du ministre des Transports est manifestement restée en travers de la gorge du conseil régional. En décembre dernier, le train Lunéa Nice-Nantes du lundi matin a été supprimé au même titre que le service auto-train. « Cette suppression sans préavis a mis en difficulté de nombreux jeunes sur la liaison La Rochelle - Luçon - La Roche-sur-Yon - Nantes », déplore-t-on à la Région. Un train Intercités a pris le relais à titre provisoire et un TER va finalement assurer la jonction

en septembre prochain. Région et SNCF vont se partager la note jusqu'en juin 2012, la Région assurant ensuite 100 % de la facture. Jeudi, Thierry Mariani avait annoncé qu'une solution avait été trouvée par la voix du député vendéen Dominique Souchet. « C'est extraordinaire qu'un ministre fasse de la communication gouvernementale sur un dossier qu'il n'a ni traité et encore moins financé et dont l'origine du problème est justement de la responsabilité de l'État », peste pour sa part Gilles Bontemps, le Monsieur train de la Région.

Le Vendéen Jean-Michel Piton chante et on se régale



passé loin du fil de la faucheuse. Et, tel un rescapé, il en revient heureux d'être là, tout simplement.

Cet émerveillement palpable, comme la vie, dans son dernier disque

« Comme la vie est étrange, Hier près de l'au-delà, J'allais touter les anges, Et aujourd'hui me voilà, J'oublie le vide sidéral, J'me régale. » Jean-Michel Piton (photo) n'est pas

(« J'me régale », chez Tandem.) dédié à Francesca Solleville, cette prêtresse du chant qui a si bien porté les textes d'Aragon et Mac Orlan. Piton le poète chante ses textes de sa voix forte et touchante, avec des mélodies joliment trousseées et arrangées.

À l'image de Jean Richepin, un de ses auteurs préférés, il loue les gueux, tance les puissants, les fauteurs de guerre, les lâches qui font souffrir les enfants, flatte l'adresse des dentellières... Un disque de mots sucrés-acides que Piton cuisine à merveille. Et on se régale.

G.N.

Un motard vendéen flashé à 178 km/h au lieu de 90

Jeudi après-midi, aux environs de 17 h, les gendarmes du peloton autoroutier de Sainte-Hermine (Vendée) ont intercepté un motard sur la route départementale 31 (limitée à 90 km/h), un kilomètre après la sortie de Chantonay, en direction de La Caillière-Saint-

Hilaire. Il circulait à 178 km/h sur sa grosse cylindrée. Âgé de 42 ans, ce Vendéen s'est vu retirer son permis de conduire immédiatement. Sa moto a été mise en fourrière et pourrait être confisquée par le tribunal de police de La Roche-sur-Yon, où il sera convoqué.

Un jeune Baulois tire sur la voiture de police

Parce qu'un jeune de 17 ans s'amusait à tirer dans les fenêtres des appartements de son quartier, la cité du Rocher, à La Baule, les policiers sont venus sur place avec une voiture banalisée, dimanche dernier. À hauteur des immeubles, ils ont, à leur tour, essuyé des tirs, un projectile explosant notamment la lunette arrière de leur véhicule. À la suite d'investigations, les policiers de la

brigade de sûreté urbaine ont identifié le suspect. Il a reconnu les faits, hier. À son domicile dans la cité, les policiers ont retrouvé l'arme, une réplique d'un colt 1911, arme de 7^e catégorie non soumise à déclaration mais avec une grosse puissance, car alimentée par des cartouches de gaz. Il devra s'expliquer devant le procureur de Saint-Nazaire.

Incendie chez Sanders Ouest à Champagné

L'usine de fabrication d'aliment pour bétails située à Champagné (Sarthe) a été endommagée, hier matin, par un début d'incendie. Alors qu'il arrivait sur place, l'adjoint du directeur, Laurent Sauvage, a vu de la fumée s'échapper. Les huit salariés présents ont été évacués et les pompiers, très nombreux, sont intervenus de 8 h à 12 h. Chez Sanders Ouest, sont fabriqués des aliments pour bétail et volaille : des mélanges de céréales et

de tourteau à la carte selon les besoins des agriculteurs. Le mélange forme une pâte après brassage des céréales et passage sous vapeur. La pâte est ensuite refroidie. C'est autour du refroidisseur que l'incendie s'est déclaré. Mais l'origine exacte du feu reste à déterminer. Malgré le refroidisseur hors d'usage, l'usine a pu reprendre du service dans l'après-midi. Le site, qui fonctionne en 3x8, emploie 23 salariés.